

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1968)

Heft: 85

Artikel: Le capitalisme entre en crise, chômage, Tiers-Monde en faillite : programme "d'austérité pour autrui" des Etats-Unis : le chef de file des banquiers suisses affiche son inquiétude : une planification mondiale est-elle possible?

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008233>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le capitalisme entre en crise, chômage, Tiers-Monde en faillite
Programme « d'austérité pour autrui » des Etats-Unis
Le chef de file des banquiers suisses affiche son inquiétude
Une planification mondiale est-elle possible?

Economistes et météorologues

La France, l'Allemagne, l'Angleterre connaissent un chômage important; certes, vous pouvez vivre et circuler dans ces pays, les bras ballants ne vous affligeront pas comme le spectacle triste, image d'avant-guerre, d'une file de chômeurs attendant la soupe populaire. Disséminés ou régionalisés, secours par la sécurité sociale, les sans-travail deviennent, comme aux Etats-Unis, des marginaux; on les évalue en pourcent de la population active: 2 %; ce chiffre faussement modeste représente des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes sans qualification professionnelle, de paysans déracinés; les totaux européens dépassent très largement le million. Mais les prévisions sont optimistes; la science des économistes vaut celle des météorologues; apparemment objective, elle aime à forcer sur l'éclaircie. Prévisions de la Commission de recherches économiques (186^e rapport): « Selon les pronostics de l'O.C.D.E., de la C.E.E. et de l'Association européenne des instituts de recherches économiques, on peut s'attendre à ce que la situation conjoncturelle s'améliore dans les nations industrielles de l'Europe de l'Ouest ».

Depuis ce pronostic, les Etats-Unis ont pris des mesures propres à redresser leur balance de paiements¹ déficitaire de 4 milliards de dollars. Elles auront en Europe des effets déflationnistes; elles rendront l'argent plus cher, plus rare et freineront l'expansion. Il est de bonne compagnie internationale, aujourd'hui, de les approuver. Les Européens ont, pendant longtemps, reproché aux Américains d'exporter leur inflation à travers l'Atlantique; l'administration Johnson en tient compte; il serait illogique, semble-t-il, de s'en plaindre.

Et pourtant, sous la politesse perce l'inquiétude. M. Samuel Schweizer, président du conseil d'administration de la Société de Banque Suisse (et membre des conseils de Nestlé, Ciba, Brown-Boveri, Sulzer, Câbleries de Cossonay, le numéro un des hommes d'affaires suisses) a dit ce qu'il fallait en penser, quand il était encore permis de s'exprimer tout haut, c'est-à-dire avant l'événement.

Dans une conférence tenue à Kingston, devant l'« International Banking Summer School 1967 », il déclarait :

« Ces faits conduisent à poser le problème fondamental suivant : est-il ou non dans l'intérêt de l'ensemble du monde que les Etats-Unis soient contraints, pour des raisons d'orthodoxie monétaire, de prendre un ensemble de mesures propres à rétablir l'équilibre de la balance des paiements dans un proche avenir ? Certaines mesures de ce genre... ont déjà été prises. De plus, ces premières dispositions s'étant avérées insuffisantes, d'autres mesures (réd. : ce qui vient d'avoir lieu), telles que la réduction de l'aide à l'étranger, la baisse des investissements dans les pays en voie de développement, les restrictions de devises lors de voyages à l'étranger ou la diminution des dépenses militaires à l'extérieur, pourraient suivre.

» Il est évident qu'une action d'envergure des Etats-Unis dans ce sens pourrait non seulement entraîner une dépression économique mondiale, mais encore avoir des conséquences imprévisibles. Aussi, nombre de gens estiment-ils que ce serait là payer

bien cher la discipline monétaire ». (Bulletin S.B.S. N° 4, 1967).

Cet avertissement est d'importance. Qu'on le comprenne bien ! Ce n'est pas une américanophilie extrême qui pousse M. Schweizer à déplorer que les Etats-Unis soient contraints à s'imposer une discipline. Dans la même conférence, il ajoutait :

« Si récemment en effet, dans une conversation privée, un éminent banquier américain affirmait franchement, mais quelque peu crûment — nous, c'est-à-dire les Etats-Unis, sommes en train d'acheter l'Europe — cela ne signifie pas encore que tout le monde soit d'accord pour considérer que l'un des buts essentiels de la création de réserves additionnelles consiste à réaliser cet objectif ».

L'avertissement de M. Schweizer est donc un étonnant paradoxe. N'est-il pas exceptionnel tout de même de voir un banquier critiquer la discipline monétaire et la déflation au nom, nous allons y venir, de la croissance de l'économie mondiale et des besoins insatisfaits des pays du Tiers-Monde, tenir, n'en déplaise, le langage qui pourrait être celui d'un homme de gauche ?

De fait, l'économie mondiale est sérieusement malade. Quels sont les symptômes ?

L'équilibre d'après-guerre

La prospérité, sans précédent dans l'histoire mondiale, qu'ont connue depuis la fin de la guerre et par paliers successifs² les grandes nations industrielles, est analysée aujourd'hui avec assez de recul pour que puissent être précisés les facteurs déterminants :

- les ravages de la guerre exigeaient que l'on reconstruise; mais il ne s'agissait pas simplement de remplacer ce qui avait été cassé; la société européenne avait soif de connaître les nouveaux produits de consommation de masse, de surcroît la population augmentait, par accroissement ou de la natalité ou des classes de grand âge. Il y avait donc une conjonction heureuse : reconstruction, hausse du niveau de vie, démographie.
- la relance fut rendue possible parce que les Etats-Unis sortaient de la guerre avec une force économique et financière intacte. Ils ont pu fournir les capitaux nécessaires au redémarrage.
- malgré l'immensité des besoins, la saturation aurait été vite atteinte, si la société capitaliste n'avait organisé deux formidables instruments de gaspillage : le progrès scientifique et technique, qui a pour effet de dévaloriser et déclasser les produits antérieurs (tel un enregistrement de 78 tours après la mise au point du 33 tours); les budgets militaires, qui sont d'immenses dépenses de consommation, stériles, même si, dans certains cas, elles stimulent la recherche scientifique.

Il se créa donc un équilibre durable, quoique menacé
régionalement, parfois, entre la consommation de
masse, le progrès technique et le gaspillage.

Aujourd'hui cet équilibre est rompu; gravement; pourquoi ?

Surproduction et sous-consommation

La contestation du capitalisme n'est pas un vieux débat théorique et dépassé. Le capitalisme prétend que la recherche du profit est le meilleur, le plus sûr moyen d'assurer la croissance de l'économie. Or, la recherche du profit peut amener les détenteurs de capitaux, les investisseurs, à négliger des secteurs

² Quelques dates : 1944, conférence de Bretton Woods qui décide de la création d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, qui entrent en activité en 1947.

1948 : Plan Marshall
1958 : Libre convertibilité des principales monnaies.

essentiels pour la communauté, mais peu rentables, que seule une planification permettrait de prendre en considération.

Cette critique qui s'estompait aux temps de la prospérité retrouve aujourd'hui toute sa force et se vérifie à l'échelle nationale et internationale.

Les investissements américains ont été opérés en priorité en Europe, parce que c'est en Europe que, pour le minimum de risques le profit le meilleur était assuré; on y trouvait un marché, des habitudes de consommation qui rendaient facile la greffe des capitaux américains. Une seule illustration (les chiffres représentent des millions de dollars, ceux des investissements directs des Etats-Unis).

	1950	1958	1964
Europe	1733	4573	12067
Amérique latine	4445	7751	8932
Asie	1001	2178	3062

La progression est de 1 à 7 en Europe, 1 à 3 en Asie (dont le Japon industrialisé) 1 à 2 en Amérique latine. Le record est toutefois détenu par la Suisse où la progression fut en quinze ans de 1 à 37.

L'investissement en Europe fut stimulé de surcroît par la création de grandes unités économiques : Marché commun, AEEI; l'abaissement des tarifs douaniers dans le cadre du Kennedy round fut présenté, récemment encore, comme un moyen propre à stimuler le commerce international des pays industriels exclusivement. Sous l'effet euphorique de ces stimulants, tous les pays riches s'équipaient et s'équipent pour une concurrence nouvelle et gigantesque. En fait, ils surinvestissaient par rapport aux possibilités d'absorption du marché. Aujourd'hui apparaissent les premières difficultés. L'Angleterre dévale, c'est une prime à l'exportation, un frein aux importations; l'Allemagne et la France introduisent la T.V.A., autre forme de prime à l'exportation; les Etats-Unis veulent améliorer de 500 millions de dollars leur balance commerciale; ils joueront eux aussi avec des taxes qui freineront les importations. Autant de signes de désarroi.

Deuxième difficulté. La très forte expansion des industries de consommation a entraîné pour les Etats des charges d'équipement qu'ils ont de la peine à assumer; nous le savons en Suisse; dans chaque commune, dans chaque canton, existent des besoins collectifs essentiels, mais comment les satisfaire, où trouver le financement; par l'impôt? Trop élevé, il risque de freiner la consommation; par l'emprunt? Danger de rendre rares et chers les capitaux et de freiner l'expansion.

Troisième difficulté majeure. Empêtrés dans leurs difficultés internes, les pays riches ne disposent plus de ressources pour assurer le développement économique du Tiers-Monde. L'aide ne s'accroît pas, elle recule; elle ne suit pas les progressions du revenu national des pays riches. Et les crédits encore consentis sont souvent des crédits à la consommation propres à faciliter l'écoulement de marchandises peu essentielles ou des armements. Mais les crédits capables de financer de considérables travaux agricoles, crédits à longs termes, crédits de très faible rentabilité, le capitalisme, au nom de la recherche du profit, les ignore.

Les signes sont donc concordants : la surproduction dans les pays riches, conséquence de la recherche du plus grand profit, développe ses premiers effets : chômage partiel; mais les besoins collectifs des peuples européens eux sont mal satisfaits et surtout les besoins des hommes du Tiers-Monde, besoins élémentaires, premiers, alimentaires, physiques sont, scandaleusement, négligés.

L'investissement mondial a été mal orienté. Le capitalisme est en défaut.

On sait que la comptabilité d'un Etat comprend trois types de relevé. La balance commerciale qui met en regard la valeur des importations et celle des exportations, la balance des revenus, qui comprend la balance commerciale plus celle des services (tourisme, transport, communications, revenus des capitaux placés à l'étranger, etc.). Enfin la balance des paiements englobe la balance commerciale, celle des services, plus le mouvement des capitaux exportés ou importés, c'est-à-dire l'ensemble des transactions avec l'étranger.

² Quelques dates : 1944, conférence de Bretton Woods qui décide de la création d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, qui entrent en activité en 1947.

1948 : Plan Marshall
1958 : Libre convertibilité des principales monnaies.

Quelle thérapeutique ?

Quand l'Europe connaît un chômage important, et le monde, la sous-alimentation, quelle est la politique économique préconisée officiellement pour 1968 ? La déflation. Elle freinera la reprise européenne, elle ne résoudra aucun des problèmes mondiaux.

On cherche des solutions monétaires, les expédients les plus classiques, les plus miteux (limitation du tourisme) servent à nouveau; on raisonne uniquement en termes Europe-Etats-Unis, alors que l'équation oppose pays riches et pays pauvres; on parle d'équilibre des paiements, alors qu'il s'agit de réorienter les investissements mondiaux et de les stimuler.

M. Schweizer constate : « ceux qui ont été appelés jusqu'ici à s'occuper officiellement de ces problèmes sont presque tous des experts recrutés au sein des banques centrales. Préoccupés de la technicité des opérations et des tâches des banques centrales, ces spécialistes ont concentré leur attention sur des problèmes techniques tels que la création de nouveaux instruments de réserve, et sur les « mécanismes d'ajustement » destinés à rétablir l'équilibre des balances des paiements. Les problèmes de la croissance économique mondiale, du financement des besoins des pays moins développés, etc., ont été délibérément éliminés de leurs discussions ».

Là-dessus, M. Schweizer se déclare partisan d'une réévaluation de l'or. De telles propositions suscitent des ricanements. Dans D.P. 84, nous avions cité ceux de l'économiste américain Triffin.

En réalité, ce sujet, l'or, inspire d'étonnantes bêtises. Il vaut la peine d'en recenser quelques-unes.

De quelques fétichismes

I. Parler de réévaluation de l'or, c'est, paraît-il, prôner une politique de fétichisme du métal jaune; le respect de l'or ne fut-il pas fatal aux pays européens avant-guerre ?

Après 1930, devant les difficultés économiques de la grande crise, les pays occidentaux réagirent en ordre dispersé. C'est l'Angleterre qui dévalua la première, alors avec succès, en 1931, puis, entre 1933 et 1934, les Etats-Unis sous l'impulsion de Roosevelt, mais quelques pays européens dont la France, dont la Suisse voulurent rester fidèles à l'étalon-or³, entreprirent une politique (expérience Laval, inspirée par Rueff) de baisse des salaires, des prix, d'augmentation du chômage⁴. Ce fut un échec. Deux ans plus tard, ces pays dévaluaient, la Suisse, la dernière, le 27 septembre 1936. Voilà pour le rappel historique.

Il n'y a donc aucune commune mesure entre la politique de sous-emploi, de ralentissement des investissements de 1935, et une politique qui aurait pour effet de multiplier les liquidités, de rendre l'argent moins cher et de faciliter des investissements mondiaux aujourd'hui trop coûteux. C'est même exactement le contraire !

II. Certains aiment à rappeler que la santé économique d'un pays ne dépend pas de son encaisse-or, mais de sa production industrielle, de ses exportations, de la recherche scientifique et technique. C'est très évident. Et il suffit de comparer les réserves en or de pays de semblable niveau de vie pour s'en convaincre. La réserve suédoise est de 203 millions de dollars, celle de la Suisse, dix fois supérieure : 2680 millions. Mais la Suède ne se porte pas plus

mal que nous, ni la France mieux que ses voisins.

C'est le travail et non l'or qui fait la force d'une nation, bien sûr ! Ceci étant admis, que signifierait une réévaluation de l'or ? Non pas un respect accru pour ce métal, dont l'acquisition exigerait deux fois plus d'argent, mais la possibilité, à partir d'un or aujourd'hui thésaurisé et stérilisé, de libérer de plus larges possibilités économiques.

Mais admettons que les Etats-Unis forts de la puissance de leur économie renoncent à rattacher le dollar à l'or. Les conséquences seraient les suivantes : toutes les monnaies se rattacheraient au dollar, dont serait ainsi définitivement assurée la suprématie mondiale, et les changes deviendraient variables, entraînant de dommageables mouvements spéculatifs.

III. Il est stupide, dit-on encore, de prétendre augmenter les moyens de paiements internationaux des banques centrales dans la même mesure qu'enfle le commerce international. Les échanges peuvent être considérables et bien équilibrés. Dans ce cas-là, le solde des balances entre nations sera de peu d'importance, et les banques nationales n'auront pas besoin de moyens extraordinaires.

Dans ce raisonnement optimiste, on néglige la réalité mondiale actuelle. Des pays pauvres sont condamnés s'ils veulent s'arracher à la misère à investir sans possibilité immédiate de remboursement, à être débiteurs, à connaître durablement une balance de paiements déséquilibrée. Pour eux des liquidités nouvelles sont nécessaires. Une fois encore, le problème n'est pas monétaire, mais politique.

De même, prétendre que le système actuel est solide et que les difficultés des Etats-Unis sont temporaires, qu'elles prendront fin avec la paix au Vietnam, c'est s'imaginer que la guerre en Indochine est un accident, une séquelle malheureuse d'une décolonisation manquée. En réalité, au Vietnam sont posés de manière sanglante les rapports entre pays riches et pays pauvres. Après la paix, tout restera à résoudre en Asie et en Afrique.

IV. En revanche, il y a, c'est incontestable, du fétichisme de l'or chez les particuliers, qui les pousse à des achats, parfois, qui égalent ceux des banques centrales et des industriels qui travaillent sur l'or. En Europe, Bruxelles, Francfort, Zürich sont des marchés libres. Zürich surtout. La Suisse pousse même l'obligeance jusqu'à exonérer l'or des droits de douanes ! Aux Etats-Unis on ne vend pas d'or aux particuliers. Ce devrait être une règle valable pour tous les Etats.

Un débat à Europe N° 1

Un débat du samedi opposait MM. Triffin et Rueff. Il permit de mieux cerner le problème.

Accord des deux économistes pour juger mauvais le système actuel. La volonté affichée par les Etats-Unis de vendre de l'or à un prix immuable peut les acculer à une politique déflationniste aux graves conséquences.

Accord pour juger indispensable la création de nouvelles liquidités internationales.

Accord, non pas acquis d'emblée, mais se dégageant de la discussion, pour admettre que rien n'est possible sans une entente préalable, c'est-à-dire un plan des nations riches.

C'est ce dernier point qu'il vaut la peine de préciser.

Une planification internationale

Les réserves d'or monétaire détenues par les banques centrales sont évaluées à 54 milliards de dollars, dont 44 milliards dans les pays occidentaux. Si

le prix de l'or était doublé, ce serait un bénéfice comptable de 44 milliards dont disposeraient les banques de ces pays.

Mais pourquoi le prix de l'or devrait-il doubler ? Quel est le critère ? Celui de la dépréciation du dollar depuis 1934 ? Celui des investissements à financer dans le Tiers-Monde ? Si c'est ce dernier critère qui est retenu, est-ce, pour une durée de dix à vingt ans, de 30, 40, 80 milliards dont on veut disposer ? Cela exigerait une étude d'une extrême complexité. Personne ne l'a entreprise jusqu'ici.

D'autre part, les pays bénéficieraient d'inégale manière d'une réévaluation de l'or. Ainsi le bénéfice comptable de la Suisse serait disproportionné par rapport à celui de l'Italie, de la Suède, etc. Une telle inégalité n'est concevable que si le bénéfice est reversé à une institution mondiale de financement. Selon quelles normes ? Selon quel plan ? Nul ne sait. Mais inversement, tout système ambitieux qui prévoirait des tirages accrus sur le Fonds monétaire international, du type des accords de Rio, exigerait lui aussi un plan⁵.

L'or, en soi, n'est rien. Seule compte la volonté des nations, c'est-à-dire leur capacité de mettre sur pied une planification de l'économie mondiale. Le reste est amuse-galerie. Ainsi, personne ne croit que les monnaies européennes puissent ébranler le dollar; personne ne pense, à moins d'être victime du chauvinisme français, que le dollar perdra son rôle de monnaie de réserve. En fait, même une réévaluation de l'or lui permettrait de jouer ce rôle, plus sûrement⁶.

Non, ce qui compte, c'est la relance de l'économie européenne, la faculté pour les pays pauvres de recevoir des prêts à long terme, remboursables en partie du moins en monnaie nationale, sans que ces moyens leur soient procurés par une ponction sur le revenu des pays riches, par une atteinte au niveau de vie des populations occidentales; c'est une formidable augmentation des moyens de paiement internationaux, sous contrôle pour éviter des risques trop graves d'inflation, donc une planification mondiale. Le capitalisme, selon la loi du profit, n'offre en 1968 comme solution qu'une déflation imposée par les Etats-Unis aux conséquences les plus graves pour des millions d'hommes.

C'est à l'échelle mondiale que se présente le choix : libéralisme économique ou planification. Une partie immense est engagée. Dans ces circonstances, la Suisse peut jouer un rôle important. Si, pour la plupart des problèmes internationaux, notre petitesse nous oblige à la modestie, nous ne sommes pas petits dans le domaine monétaire. L'encaisse-or des Etats-Unis n'est même pas quatre fois supérieure à la nôtre, alors que les économies sont dans un rapport de 1 à 41. Comme premiers bénéficiaires d'une réévaluation de l'or, nous pourrions donner l'exemple du désintéressement en acceptant de réinvestir dans le Tiers-Monde nos bénéfices comptables. Certes, la décision est entre les mains des Etats-Unis. Mais il y a une très large place pour la diplomatie suisse.

⁵ L'accord, signé à Rio en septembre 1967, est de portée limitée. Il n'entrera pas en vigueur avant 1969, et il ne résout en aucune mesure le problème des investissements dans le Tiers-Monde. Les problèmes d'un Fonds monétaire ne sont pas ceux d'une Banque d'investissements.

⁶ « Le principe de la convertibilité intégrale du dollar en or pourrait simultanément être maintenu. Cela ne signifie pas pour autant, et personne ne le croit sérieusement, qu'un retour à l'étalon-or classique et appliqué strictement pourrait être envisagé. Cependant une fois que le prix de l'or aurait été fixé selon des critères réalistes, il serait possible de prévoir une discipline monétaire plus sévère. » S. Schweizer.

³ Les pays du bloc-or comprenaient la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse. Par une déclaration solennelle, ils s'engagèrent (3 juillet 1933) à maintenir la parité-or de leur monnaie.

⁴ Environ 450 000 chômeurs en France en 1936. En chiffres absolus, on en compte autant aujourd'hui (cf. La Science économique et l'action, par Pierre Mendès-France et Gabriel Ardan).